



DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA FSU CDEN 13 Novembre 2025

Bilan de la rentrée 2025 : une école publique à bout de souffle

Depuis le passage en force de la réforme des retraites en 2023, la défiance envers les institutions n'a cessé de croître. Cette crise démocratique s'enracine dans le mépris répété des mobilisations sociales et se traduit aujourd'hui par une fracture du pacte républicain : les citoyen·nes, les enseignant·es, ne croient plus que leur parole compte. Nous ne sommes pas dupes : l'instabilité politique ne cache pas la poursuite d'arbitrages budgétaires qui sacrifient les services publics sur l'autel de l'austérité.

L'Éducation nationale, variable d'ajustement budgétaire

Depuis des décennies, dès que les finances publiques sont sous pression, c'est l'école publique qui paie. Toujours la première sacrifiée, jamais la dernière servie. Une bascule symbolique a été atteinte cette année : le budget des Armées passera devant celui de l'Education Nationale. Triste avenir que l'on prépare...

Sous couvert de baisse démographique, on ferme des classes, on supprime des postes, on asphyxie les établissements. Pourtant, quand les effectifs augmentaient, la même politique de suppression de postes prévalait. Cette politique libérale déstructure méthodiquement le service public d'éducation, favorise les privilégiés et abandonne les plus fragiles.

Aujourd'hui, ce CDEN dresse le bilan de la rentrée 2025. Et ce bilan illustre concrètement, sur notre territoire, les effets dévastateurs de ces politiques nationales. Notre école publique est à bout de souffle, et les inégalités explosent.

Dans le premier degré, la carte scolaire reste déconnectée des réalités locales :

- Des élèves à besoins particuliers n'ont pas de place dans les structures adaptées malgré les notifications de la MDPH.
- La paupérisation croissante du département, ignorée depuis des années, alimente des difficultés sociales quotidiennes et renforce la difficulté scolaire.

Face à ces constats alarmants, la réponse apportée se limite à la suppression de 4 postes et à la fermeture de 4 écoles, dans des conditions inhumaines.

Par ailleurs, on observe une augmentation du nombre moyen d'élèves par classe, des créations de postes hors classe plutôt que devant les élèves, des moyens insuffisants pour les RASED, et aucune solution concrète pour une inclusion digne de ce nom.

Dans le second degré, les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- **159 élèves perdus en un an** dans les collèges publics, tandis que le privé prospère (+14 % en 6ème).
- **Ségrégation sociale assumée** : les collèges privés (IPS > 130) captent les élèves favorisés et bénéficient de financements publics, tandis que les collèges publics (IPS parfois < 80) subissent pénurie de personnels, locaux vieillissants voire délabrés et classes surchargées.
- **Fermures de classes répétées**, moyens en baisse constante, effondrement marqué en 6ème et 3ème.

Cette situation n'est pas une fatalité, mais le résultat de choix clairs : fermetures de classes dans le public, subventions massives au privé sans contrepartie, absence de politique volontariste pour redonner attractivité et moyens aux collèges publics.

Le CDEN, chambre d'enregistrement ou lieu de débat ?

Dans ce contexte de crise démocratique et de défiance institutionnelle, le CDEN ne peut se contenter d'être une chambre d'enregistrement. Le CDEN est la seule instance départementale de l'Éducation Nationale où les réalités de terrain peuvent être partagées et analysées collectivement. C'est ici que doivent se confronter les constats, que doivent s'exprimer les alertes, que doit se construire une vigilance partagée sur l'état de notre système éducatif.

La FSU propose aujourd'hui des modifications qui ne relèvent pas d'une simple querelle de procédure, mais qui touchent au cœur de ce que doit être le CDEN : un lieu de débat exigeant, où l'engagement de chacun.e est requis et où les décisions prises ont une légitimité incontestable.

La FSU propose donc de renforcer le règlement intérieur pour :

- renforcer la présence et la participation active de tous les membres ;
- questionner les abstentions systématiques qui vident les délibérations de leur sens ;
- garantir que chaque niveau d'enseignement soit traité avec la même exigence.

Les chiffres que nous avons présentés aujourd'hui ne sont pas que des statistiques. Derrière chaque élève perdu par le public, derrière chaque point d'IPS, il y a des enfants, des familles, des trajectoires scolaires qui se jouent. Le CDEN doit être le lieu où nous prenons collectivement la mesure de ces réalités, où nous les nommons, où nous les combattons.

L'école publique mérite mieux que l'indifférence. Nos élèves méritent mieux que le renoncement. La FSU souhaite que le CDEN soit à la hauteur de l'enjeu qu'il est censé traiter : l'avenir éducatif de tous les enfants de ce département.